

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

**Création d'une crèche municipale dans la ZAC EAI (Ecole Application
Infanterie) -Approbation de l'opération-Autorisation de signer le permis de
construire-Demande de subventions CAF, Conseil Départemental Hérault-
Dénomination de la crèche**

Dans le cadre de sa politique en faveur de la Petite Enfance et de soutien à la parentalité, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la création d'une nouvelle crèche dans le quartier de l'EAI, sur le terrain de l'ancienne Chapelle, Place des 56 régiments d'artillerie.

D'une capacité d'accueil de 48 places, cette crèche s'organise en 3 unités. Ces unités de vie s'articulent autour d'espaces communs tels que jardins méditerranéens, patios, jeux d'eau et parcours libres permettant une approche pédagogique qui s'appuie sur la psychomotricité libre. La crèche se distingue aussi par son ambition en termes d'ergonomie de travail et de qualité de l'air, avec l'utilisation de matériaux sains : terre cuite, caoutchouc et peintures sans COV (Composés Organiques Volatils) ainsi qu'avec une ventilation double flux.

La Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental seront sollicités respectivement pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de l'opération de construction. Selon les critères d'attribution actuels, il va être sollicité une subvention auprès de la CAF à hauteur de 480 000 € et auprès du Conseil Départemental pour 40 000 €.

Par ailleurs, en termes de subventionnement du fonctionnement, l'action étant inscrite au Contrat Enfance Jeunesse (C.E.J.) 2015 – 2018, elle ouvre droit au versement annuel par la CAF d'une prestation de service enfance-jeunesse (P.S.E.J), cette dernière étant distincte de la Prestation de Service Unique (P.S.U.) versée au titre de l'activité d'accueil.

Le coût total de cette opération est estimé à 3 500 000 € TTC.

La conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la crèche sont confiées à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville. Les travaux seront exécutés par lots séparés conformément aux règles relatives aux marchés publics.

Aussi, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme (permis de démolir et permis de construire), et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Enfin, il est proposé de nommer la future crèche : « Mireille LAGET » (1936-1986), qui a travaillé sur l'enseignement et les conditions de l'alphabétisation en Bas-Languedoc au lendemain de la Révocation, avant de devenir une historienne reconnue de la naissance et de la petite enfance.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus.
- de dénommer la future crèche « Mireille LAGET ».
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, notamment celles permettant de désigner les entreprises qui construiront l'ouvrage.
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet notamment auprès des partenaires habituels : Caisse d'Allocations Familiales et Conseil Départemental.
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes (permis de démolir, permis de construire).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-1792-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.